

## 6 Société et Culture

## Partenariat de développement/Première assemblée générale de la Commission nationale pour l'Unesco

## Pour une redynamisation de la structure



Les officiels à la première assemblée générale de la Commission nationale pour l'Unesco, dont la présidente, Nadine Patricia Anguile Obame (c).



Les participants, issus de ministères, d'institutions et d'organisations divers.

F.B.E.M

Libreville/Gabon

LA Commission nationale pour l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la science et la culture (Unesco) a tenu sa première assemblée générale annuelle, hier, dans un hôtel de Libreville. Celle-ci intervient 57 ans après la création de l'organe onusien.

La session s'est déroulée en présence de plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre d'État à la Protection sociale, Paul Biyoghe Mba,

et sa collègue de l'Éducation nationale, Nadine Patricia Anguile Obame, par ailleurs présidente de ladite Commission nationale (CN).

Au titre d'autres invités, il y avait le représentant-résident de l'Unesco, Vincenzo Fazzino. Des émissaires de la présidence de la République, de la Primature et de bien d'autres institutions du pays ont pris part aux travaux. Lesquels avaient pour objectif, de rechercher les voies et moyens à même de contribuer à redynamiser cet organe interministériel chargé de la coopération entre le Gabon et l'Unesco; notamment dans les do-

maines de l'éducation, la science, la culture, l'information et la communication.

Au titre des dysfonctionnements qui ont affecté cette Commission nationale par le passé, on a cité, pêle-mêle : l'absence de ressources humaines à même de conduire les programmes de coopération, l'insuffisance de moyens financiers et techniques pour garantir une autonomie pourtant requise par les textes, et l'absence d'un statut juridique.

Autant des défaillances à l'origine des recommandations émises hier après-midi. Parmi celles-

ci, un cadre juridique "clair et élevé" à doter à la Commission nationale pour l'Unesco. De même, les participants ont invité l'État gabonais à octroyer à cet organe, des moyens financiers, humains et techniques à même d'assurer son fonctionnement optimal. Pour peu, ont-ils dit, que « toute Commission nationale ne vaut que ce que veut son pays. »

Ouvrant les travaux, la ministre Nadine Patricia Anguile Obame a nourri un "vif espoir" de voir cette Commission nationale connaître un rayonnement. En ceci que l'action concertée, dont est porteuse cette entité,

s'inscrit dans la droite ligne du Plan stratégique de développement initié par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, qui « nous impose de nous faire accompagner et d'entrer dans les partenariats les plus propices, parmi lesquels ceux proposés par le système onusien. »

Il faut dire que chaque pays qui devient membre de l'Unesco est invité, en ratifiant l'acte constitutif, à mettre en place une Commission nationale conformément à ses capacités et ses préférences.

## Conseil supérieur des affaires islamiques / Formation d'imams et de guides religieux

## Dix-neuf fidèles en formation au Maroc



Ismaël Ocen Ossa (micro) et Ali Akbar Onanga ont prodigué des conseils aux partants.



Vue partielle des musulmans qui iront en formation au Maroc.

P.M.M

Libreville/Gabon

DIX-NEUF fidèles de la communauté musulmane gabonaise viennent d'être admis à une formation de deux ans au Maroc. Ils bénéficieront des enseignements pour être imams, encadreurs et prédicateurs. C'est une grâce offerte par le Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG), en partenariat avec le Maroc. Hier, quelques heures

avant leur départ pour le Royaume chérifien, ces futurs imams et prédicateurs ont été reçus, à la mosquée Hassan II, par Ismaël Ocen Ossa et Ali Akbar Onanga Y'Obegue, respectivement président du Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon et conseiller spécial du Raïs de la communauté musulmane. Les deux personnalités ont tenu à leur prodiguer des sages conseils, dans le droit fil de la conduite à tenir durant leurs années de formation. Histoire de

laisser une bonne image. A cet effet, ils ont été éduqués sur certaines recommandations du Saint Coran, qui devraient leur permettre d'atteindre les objectifs de la mission pour laquelle ils s'engagent. « Vous allez chercher la bonne compréhension de la religion et la connaissance. C'est le réel objectif de votre déplacement. Vous quittez votre pays, vos familles pour aller vos inspirer de la vraie connaissance de la religion. Après avoir acquis ces connaissances, vous

reviendrez enseigner, orienter votre Nation. Ce déplacement va honorer toute une communauté », a dit l'imam Ibrahim Boune à l'endroit des intéressés. Pour le président du CSAIG, cette formation est une lourde charge pour ses frères musulmans qui représenteront non seulement la nation entière, mais aussi l'Institution qu'il dirige. Aussi, les encourage-t-il à « préserver l'image du Gabon, car de leur réussite dépendra la poursuite heureuse de ce partena-

riat avec le Maroc. Soyez des modèles dans votre comportement et votre goût du travail... », a conseillé Ismaël Ocen Ossa, président du CSAIG. Les fidèles bénéficiaires de cette formation religieuse ont été choisis de façon aléatoire, à la suite d'une communication du CSAIG. Ils seront formés à la conduite sécuritaire, éducative et religieuse. A l'issue de ces études, ils seront mis à la disposition de la communauté musulmane et du Conseil supérieur des affaires islamiques.

## Ici et ailleurs

• Culture

Institut Giacometti à Paris: collection à découvrir

Le sculpteur Alberto Giacometti avait sa fondation, il n'a pas encore son musée, mais il aura bientôt son institut à Paris. Ce nouveau lieu, accessible seulement sur réservation par internet, doit offrir une relation plus intime avec son œuvre. Le nouvel institut abritera une reconstitution permanente de l'atelier de l'artiste, dont les murs peints et les objets ont été récupérés par son épouse après sa mort. Il présentera des expositions et accueillera des chercheurs, dans le cadre d'un programme intitulé "l'École des modernités". L'institut aura son siège dans l'ancien hôtel particulier du décorateur Paul Follet, dans le quartier de Montparnasse cher à Giacometti. L'institut pourra recevoir un maximum de 40 personnes simultanément.

• Cinéma

Weinstein dépose le bilan

Dans un communiqué publié hier soir, la direction du studio The Weinstein Company (TWC) – attaquée en justice par plusieurs victimes présumées d'Harvey Weinstein et criblée de dettes – a indiqué avoir déposé son bilan. Elle a ajouté avoir trouvé un accord avec une société d'investissement, Lantern Capital, pour la reprise "en substance de ses actifs et de ses employés"; même si cet accord reste à confirmer par le tribunal des faillites.

• Médicaments

La peine de mort pour lutter contre la drogue

Donald Trump a présenté, hier, son plan de lutte contre les opiacés, à l'origine de dizaines de milliers de morts par overdose chaque année aux États-Unis, martelant ainsi sa volonté d'encourager le recours à la peine de mort contre certains trafiquants de drogue. Véritable crise de santé publique aux États-Unis, la dépendance aux opiacés a été érigée en chantier prioritaire par le président républicain. En 2016, les États-Unis ont enregistré quelque 64.000 morts par overdose, dont une majorité liée aux opiacés. Cette catégorie de stupéfiants englobe des médicaments analgésiques délivrés sur ordonnance, tels que le fentanyl, ainsi que l'héroïne souvent mélangée à des substances de synthèse.

Rassemblées par AJT